

"Le président de la CEF n'est pas le chef des évêques"

Author : Maximilien Bernard

Categories : [Conférence épiscopale](#), [Eglise en France](#), [En Une](#), [Perepiscopus](#)

Date : 5 juillet 2013



Interrogé dans [La Croix](#), le nouveau président de la CEF, Mgr **Pontier**, déclare :

"Vous prenez vos fonctions au moment où les premiers mariages entre personnes de même sexe sont célébrés dans notre pays. L'Église de France a-t-elle eu raison de s'engager à ce point dans ce débat??"

Je rappelle que de nombreux mariages religieux sont célébrés partout en France ces jours-ci. Cette réalité-là est constitutive de la société française, du bonheur des hommes et de la vie de l'Église. Pour le bien de tous, il était essentiel que cette vision de la famille, reposant sur une tradition millénaire, soit valorisée. Avec bien d'autres, des catholiques ont voulu faire prendre conscience du risque qu'il y avait à transformer l'idée du mariage, à l'affaiblir, à la troubler. Ceci ne remet pas en cause le souhait des personnes homosexuelles de bénéficier de certains droits [*sic ! lesquels ?*].

Sur les questions de société, des visions différentes s'expriment toujours. Les tensions qui en résultent ont été vives sur ce sujet, comme elles le sont sur l'accueil des Roms ou le dialogue avec les musulmans. Pour les catholiques, l'affirmation de convictions doit aller de pair avec le souci sincère de la communion. Celle-ci ne doit pas être mise en péril. Je constate toutefois que ce débat a aussi été positif dans la mesure où les jeunes générations ont mieux pris conscience de leur responsabilité de laïcs dans la société.

Le politique ne nous comblera jamais totalement comme il ne nous décevra jamais totalement. Si nous œuvrons pour que la législation contribue à l'humanisation de la société, notre espérance se situe aussi ailleurs. Il faut promouvoir la notion de bien commun dans une société sensible aux revendications individuelles. Nous ne sommes pas croyants contre l'État, nous sommes croyants et citoyens, et nous aimons notre pays.

Alors que se profilent de nouveaux débats de société sur la PMA ou la fin de vie, l'épiscopat doit-il entrer dans un rapport de force avec le pouvoir??"

Je ne veux pas être enfermé dans cette logique... Nous ne définissons pas nos fondamentaux par rapport à un pouvoir en place. Nous les trouvons dans l'Évangile. Notre problème n'est pas de nous opposer ou non au gouvernement, mais de défendre le bien commun, la dignité humaine, le plus faible."

Passage plus intéressant :

"Le président de la CEF n'est pas le chef des évêques, il ne dicte pas une politique. Il est au service de leur réflexion et de leur dialogue. Il prend part au débat mais il n'a pas à le diriger, à l'orienter, à l'accaparer. Sur les questions de société, il me paraît important de favoriser l'échange, voire la confrontation si elle est nécessaire. Le but est de parvenir à un consensus le plus large possible, en gardant sauve la variété des sensibilités. Je ne suis pas chargé d'appliquer un programme."